

LES CHIFFRES

1

Coup d'Etat du 1er février : l'armée a choisi la date de convocation du nouveau parlement pour reprendre tous les pouvoirs.



748

Plus de 748 personnes (chiffres du 25/02) ont été interpellées depuis le 1er février, selon l'association de défense des prisonniers politiques (AAPP). La vague des arrestations ne cesse d'augmenter.



29

Le 29 janvier marquait les 4 ans de l'assassinat de U Ko Ni, conseiller juridique de la LND. Fervent défenseur de la réforme de la Constitution de 2008 pour diminuer les pouvoirs de l'armée, il a payé son engagement de sa vie. La mise en garde que représentait son assassinat est devenue réalité.



AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

Retour sur les derniers jours d'“avant”

Alors que le nouveau parlement devait être convoqué le 1er février, l'armée a multiplié les menaces de coup d'Etat avant de passer à l'acte. Le mardi 26 janvier, le porte-parole de l'armée affirmait que les élections législatives du 8 novembre n'étaient “ni libres ni justes” et réitérait les accusations de fraude électorale développées par l'armée depuis novembre. Le mercredi 27 janvier, Min Aung Hlaing, le commandant en chef de l'armée, évoquait la révocation de la Constitution de 2008 comme une possibilité, en réponse à ceux qui faisaient valoir qu'un coup d'Etat serait contraire à la Constitution. La menace a été prise au sérieux : **16 représentations diplomatiques** ont appelé au respect du résultat des urnes. Alors que des tanks étaient aperçus dans la rue, des manifestants pro-armée menaçaient médias et soutiens de la LND à Yangon... avant que l'armée démente la “rumeur”. Mais certains savaient déjà. Le vendredi 28, les négociations entre la délégation de la LND et celle de l'armée ont échoué dans un climat délétère. C'est Reuters qui le rapporte, de l'aveu de témoins. C'est à ce moment qu'Aung San Suu Kyi aurait détruit son téléphone. Dans la nuit du 1er février, l'armée a mis ses menaces à exécution.

Des images d'unité pour un espoir de changement plus profond

Le mouvement de désobéissance civile, d'une ampleur inédite, offre des images rares. Des Rohingyas, oubliés de tous dans les camps du Bangladesh, adressent leur soutien aux manifestants. Des citoyens défilent à Yangon avec des pancartes affichant la défense de toutes les minorités ethniques. Des Rohingyas s'affichent comme tels dans les rues de Yangon... Ces images, dans un pays si divisé, sont d'une grande force et représentent un formidable espoir : celui de voir la Birmanie dans toutes ses composantes s'unir face à l'ennemi commun que constitue l'armée. L'ancienne Rapporteuse Spéciale de l'Onu, Yanghee Lee, a reçu de nombreux messages de birmans s'excusant d'avoir dénigré ses prises de position et de ne pas avoir pris fait et cause pour les Rohingyas. Derrière le combat contre la junte, des messages complémentaires mais aussi différents : le slogan “*nous voulons notre leader*” en référence à Aung San Suu Kyi n'est pas forcément celui des minorités ethniques lorsqu'elles demandent la reconnaissance de leurs droits, l'abolition de la Constitution de 2008, une démocratie fédérale et la libération de tous les prisonniers politiques. Le mouvement de désobéissance civile, parti du personnel de santé des hôpitaux publics, traverse en tout cas toute la société birmane, portée par une jeunesse bien décidée à en finir avec la junte. Qui n'avait sans doute pas anticipé un tel scénario de résistance à travers le pays, en dépit de la peur et d'une répression croissante.



Les autorités légitimes sont aussi dans la lutte

Dès le coup d'Etat, des élus du parlement empêché de siéger ont prêté serment alors qu'ils étaient en résidence surveillée. Déterminés à faire exister le nouveau parlement, ils ont formé un comité, le “*Committee Representing Pyidaungsu Hluttaw*” (CRPH), qui vient de désigner 2 membres chargés de le représenter à l'Onu et dans ses relations internationales. Le CRPH a aussi annoncé l'ouverture d'un bureau dans l'Etat du Maryland aux Etats-Unis. Il demande à la communauté internationale de rejeter le nouveau régime et de s'adresser à lui pour toute communication officielle. Pendant ce temps, le président et Aung San Suu Kyi sont maintenus en “résidence surveillée”. La junte, qui a pillé le siège de la LND, a lancé des poursuites abusives à l'encontre d'Aung San Suu Kyi, notamment, dans le but de l'écarter définitivement de la scène politique. Toutes ces manoeuvres ne font que discréditer l'annonce de la tenue d'élections dans un délai d'un an. Les “élections libres” de la junte sont à l'image de sa “paix éternelle”...

Les birmans attendent des actes de la communauté internationale

Face à des millions de manifestants dans les rues au péril de leur vie, les condamnations de principe se multiplient depuis 3 semaines, mais ne suffisent pas. Les birmans attendent des actes. Le Conseil de sécurité de l'Onu a adopté une déclaration de principe à laquelle la Chine et la Russie ont bien voulu consentir, mais risque la paralysie habituelle pour adopter des sanctions. La Nouvelle-Zélande est le premier pays à avoir agi avec détermination, en suspendant tout lien avec la junte et en ne maintenant que l'aide susceptible de bénéficier aux populations. Les Etats-Unis et Londres ont annoncé des sanctions ciblées, mais l'Union Européenne... les garde pour plus tard. Les regards se tournent forcément vers l'ASEAN et les pays de la sous-région. Des échanges récents à Bangkok font craindre une amorce de reconnaissance de la junte par certains. Une chose est sûre, la position du puissant voisin chinois joue un rôle déterminant. Le barrage de Myitsone serait de nouveau sur la table. Comme monnaie d'échange?



Samedi 20 février : des munitions Cheddite trouvées en pleine répression dans les rues de Mandalay

Les "forces de sécurité" ont tiré sur la foule à Mandalay le samedi 20 février, faisant 2 morts et au moins une quarantaine de blessés, selon des soignants présents sur place. Il est aussi rapporté que des soldats auraient participé aux actions répressives à Mandalay, plus précisément de la 33e division d'infanterie légère - la division responsable des crimes d'atrocités de masse contre les Rohingyas en 2017. Des témoins des tirs ont ramassé des éléments de preuve sur place. Plusieurs sources ont publié des photos de douilles Cheddite (France/Italie) trouvées ce jour-là à Mandalay. La Birmanie fait pourtant l'objet d'un embargo sur les armes! Journalistes et ONG de défense des droits de l'Homme doivent se mobiliser : cette information doit donner lieu à une enquête.



Appel au boycott des "produits et services militaires" !

Ironie de l'Histoire, la campagne de boycott des "produits et services militaires" se développe massivement, alors qu'elle a été initialement pensée par des militants birmans soucieux de lutter contre une armée criminelle vis-à-vis des minorités ethniques, et en particulier des Rohingya. Cette campagne de boycott est de plus en plus relayée. Il est notamment grand temps de boycotter Mytel, l'entreprise de télécommunication partiellement détenue par l'armée. Le soutien à cette campagne passe par un boycott par tous (ambassades, entreprises internationales, agences onusiennes). Elle doit aussi être appuyée par des sanctions ciblées à l'encontre des 2 puissants conglomérats de l'armée et des entreprises identifiées comme étant détenues ou contrôlées par des militaires. Voilà des années que les experts de l'Onu demandent ces sanctions...





Birmanie / Coup d'Etat du 1er février 2021 : les mesures que nous demandons à la France d'appuyer

- ▶ Contrairement aux Etats-Unis, l'Union Européenne n'a pas mis le commandant en chef de l'armée Min Aung Hlaing dans sa liste d'individus sous sanction... en dépit de sa responsabilité dans les crimes commis à l'encontre des Rohingya. Il est urgent de l'inclure dans la liste, qui doit être notamment élargie aux membres militaires du "nouveau gouvernement".
- ▶ Des interdictions de visa et des gels d'avoirs (théoriques) en Europe ne suffisent pas, il faut atteindre les militaires au portefeuille en ciblant les entreprises détenues/contrôlées par les militaires, notamment les 2 conglomérats MEHL / MEC.
- ▶ Aucune entreprise française ne doit être en lien avec une entreprise détenue ou contrôlée par des militaires. TOTAL, contractuellement liée à la Myanmar Oil and Gas Entreprise (MOGE), ne doit pas financer la junte.
- ▶ Le retrait des préférences commerciales ("Tout sauf les armes") dans le cadre de l'Union Européenne pénaliserait injustement la population sans avoir fait preuve de son efficacité. Cette mesure doit être évitée.
- ▶ Les programmes d'aide qui bénéficient effectivement aux populations doivent être appuyés et l'appui à la société civile renforcé.
- ▶ L'armée birmane continue de se procurer des armes à l'étranger : il faut développer une coalition de pays appliquant un embargo sur les armes.
- ▶ L'armée birmane se sent forte de son impunité : la France doit appuyer des initiatives concrètes au niveau de la justice internationale.



AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE